perspectives

anarchistes-communistes

C.I.R.A.

N° 3 - AVRIL 1967.

- LES ELECTIONS (suite)
- LE VIET NAM

bulletin de l'union des groupes
anarchistes-communistes

POUR COMMENCER QUELQUES REFLEXIONS SUR LES ELECTIONS.

Cette fois il est bien montré de par toute la campagne publcitaire, télévisée et par l'intérêt qu'elle suscite, que le moment électoral est un moment privilégié dans la vie politique, et qu'il est juste et important d'intervenir à ce moment là. Intervenir sur ce qui justement est le plus obscur, du fait de cette mystification : les grandes ventes contre les grandes dégueulasseries. Il s'agit de dire et de redire quels sont les fondements contradictoires de la société dans laquelle nous vivons, et cela à propos des problèmes concrets débattus durant la campagne.

C'est ce qui a été tenté avec nos papillons. Pour juger de la portée de cette action, il faudra continuer le travail politique dans ce sens. La réussite de textes de tels papillons nécessite une analyse et une conscience claires de la situation.

***

La vie politique est bien pendant cette période la vie quotidienne de tout le monde ; elle est partout mystifiée, elle reste pourtant "besoin" d'expression et de responsabilité. De par leur insatisfaction même, les électeurs montrent qu'ils ne sont pas statiques, incolôres et sans vie ; qu'ils s'expriment avec les moyens qui sont à leur disposition.

***

Voilà qui en est fait de la soi-disante "dépolitisation", il s'agit plutôt d'un manque total de perspectives d'interventions, globales, radicales, populaires, c'est-à-dire comprises et reprises par les plus larges couches laborieuses. Au lieu d'accuser les masses de "dépolitisation" accusons-nous d'impuissance.

.../...

A propos de la manière même dont s'est déroulée cette campagne, l'apparition de nombreux arguments économiques, reflètent les changements de la pensée politique, qui désormais, parle en terme d'investissements, d'indices de productions, etc...

Cette orientation technocratique, produit du gaullisme, est reprise par les hommes de gauche : qui du jargon de l'humanisme à la Jaurès sont passés au réformisme technique, gestionnaire et responsable des travaillistes (Mallet, Görz, Mendès, etc...).

Pour les syndicats, cette évolution est notable, il ne s'agit plus uniquement de revendications salariales, mais surtout de meilleure gestion de l'économie nationale. L'intégration passe aussi par là. C'est d'ailleurs à l'ombre de ce demi-succès de la gauche, que se développent les conflits sociaux actuels. La politisation dont nous parlions tout à l'heure n'est pas autre chose que l'engagement social des travailleurs en grève. Mais si l'intégration passe par là, la maturation politique pointe : de la sécurité de l'emploi, aux nationalisations, se dégage, une volonté de rationalisation, qui est dépassement de la volonté irresponsable du "bris de machine" ; conscience de la valeur sociale du travail humain. Ce dépassement peut donc aboutir soit à l'intégration voulue par le capital, soit à une prise de conscience révolutionnaire...La nécessité d'une organisation se fait d'autant plus sentir.

***

.../...

APRES LES ELECTIONS LEGISLATIVES...
A LA RECHERCHE D'UNE CONTESTATION COHERENTE.

Dans son bulletin n°2, l'UGAC a publié les thèses sur les élections élaborées par son Assemblée Générale. Maintenant il reste à leur donner quelques conclusions.

Ces élections n'ont rien résolu et ne pouvaient absolument rien résoudre. Elles n'ont (non plus) posé aucun problème fondamental et n'ont répondu à aucune préoccupation de notre vie de tous les jours. Tout est-il pourant comme avant ?

La France est toujours entre les mains du pouvoir personnel, de la banque Rotschild et de Sud Aviation et la bourgeoisie française n'a pas perdu son "homme miracle". A quel prix ?

Il y a longtemps que le Général de Gaulle considère qu'il incarne la France tant cette idée de l'incarnation est profonde dans la panoplie du Christianisme occidental depuis St Louis, Jeanne d'Arc et j'en passe pour en arriver à Pétain et à De Gaulle. Le "Guide" incarne tout au moins à ce qu'il dit "une certaine idée" qu'il se fait de la France et c'est sans doute cette "certaine idée" qui est entrain de tomber. C'est sans doute le résultat le plus positif de ces élections que d'avoir débarrassé les français de cette suggestion à un homme "miracle". Car De Gaulle peut gouverner comme avant, il est tombé de son piedestal.

Pendant des années, il suffisait que le Général De Gaulle exprime son point de vue, apparaîsse sur les écrans de télévision et quoique pensaient les français, le "miracle" se produisait et tout le monde se ralliait aux revirements les plus ahurissants. Lui même pre-

.../...

nait très au sérieux cette séduction. Cette fois, l'intervention de dernière heure qu'il fît la veille du scrutin, n'a pas donné le résultat secompté et les voix d'opposition devaient représenter 62% des votants. Grâce aux bizarreries d'une forme de scrutin faite sur mesures, les gaullistes obtiennent la majorité absolue au plus juste grâce aux trucages électoraux de la Corse et de ce qu'il reste de territoires colonisés. Du côté du général-sauveur, on est de moins en moins chatouilleux sur l'honneur et la grandeur ! Cette fois, les aventuriers du 13 Mai ont eu très chaud et chercheront dans les mois qui vont suivre à ce que le demi succès de la Gauche ne se transforme pas en victoire la prochaine fois.

Mais cet aspect des choses est connu et la presse dite de "gauche" en a parlé assez pour que nous ne fassions pas des redites dans le cadre de ce modeste bulletin.

Il y a donc 62% de français qui rejettent le pouvoir personnel et le nombre d'abstentions a été insignifiant ainsi que nous l'avions laissé prévoir. La poussée populaire anti-gaulliste a été si forte que les vieux appareils de la Gauche ont pu être capables de présenter un candidat unique au second tour et que la discipline des électeurs y a répondu avec une unanimité totale.

Les travailleurs ont voulu cette unité, c'est clair et ils en attendent quelque chose de concret pour l'avenir. Mais si dans une grande mesure, le gaullisme est déjà mort pour laisser place au pompidolisme en attendant de laisser la place à Mr Mitterrand, il faut bien savoir si cette Gauche peut oui ou non répondre aux attentes populaires.

En fait, le règne des banques et de Sud Aviation, continuera-t-il après l'effondrement du gaullisme ?

Il est assez remarquable de constater que ce sont les gaullistes qui ont formé leur propre opposition. Leur conception du "regroupement politique" est maintenant irréversible dans la politique française et ils en seront les victimes, nous y reviendrons.

.../...

Connaissant le goût des électeurs français pour le plébiscite, Pompidou a tout fait pour que ce scrutin mette en cause les institutions elles-mêmes. Son débat avec Mendès à Grenoble a porté essentiellement sur ce problème et il s'agissait tout compte fait de savoir si la France allait, encore une fois, se jeter dans les bras du Guide dont on convenait ne rien connaître des intentions futures ou si elle allait se livrer au cahos. Le choix même de l'étiquette "Vème République" que les gaullistes s'étaient donnée sous-entendait clairement que l'opposition était considérée comme un adversaire résolu du régime. En votant contre le gaullisme, c'est donc bien contre le régime que les électeurs se sont prononcés. Mais les dirigeants de la "Gauche" sont ils de cet avis ? - Mr CAPITANT, le gaulliste de "gauche" commence à dire que la Vème République appartient à tout le monde et s'oppose à ce que le groupe parlementaire gaulliste porte son nom. Fort curieusement, Mr Mitterand lui fait écho dans une interview accordée à l'EXPRESS : "Nous sommes contre le régime actuel, tel qu'il est pratiqué" dit-il. Et il ajoute : "Nous sommes plus prêts des institutions votées en 1958 que le Général De Gaulle ne l'est lui-même..." "...Notre bataille est beaucoup plus dirigée contre le régime de pouvoir personnel que contre les institutions elles-mêmes, à l'exception évidemment des articles qui ont permis au Général De Gaulle de détruire l'équilibre des pouvoirs"... Ainsi lorsqu'il y aura équilibre des pouvoirs, la Vème continuera, même avec un gouvernement de gauche. La Gauche présente à la présidence de l'Assemblée, un DEFERRE qui est partisan d'un véritable régime présidentiel. Mitterand déclare qu'il n'y est pas opposé : la montagne a accouché d'une souris.

Nous avions écrit que, certes, un plus grand nombre de députés de la Gauche pourrait légèrement infléchir la politique sociale gaulliste dans un sens plus favorable aux travailleurs. Mitterand dit qu'il tentera de faire voter des lois "économiques et sociales". Il reste que la classe ouvrière française, encore attachée aux illusions électorales, identifie les succès de la Gauche à ses succès et l'Unité des appareils des partis à son Unité. Ce n'est pas

.../...

suffisant de le déplorer, il faut l'admettre comme un fait et prévoir une nouvelle déception dans les masses. Peut-être faut-il dès maintenant tenter de faire que cette déception ne soit pas encore u une fois démobilisatrice.

BERLIET, RHODIA-CETA, ST NAZAIRE, BORDEAUX, les conflits sociaux très violents ont continué avant, pendant et après la campagne électorale : il y en aura d'autres. Mais pour que les appareils de la Gauche et des syndicats subissent une réelle pression, il faudra que ces mêmes appareils soient débordés par le mouvement de la masse, ce n'est pas encore le cas.

Les gaullistes comprennent fort bien la situation et prévoient leur "année sociale" pendant laquelle les idées d'association de Mr Vallon seront développées et l'intégration des syndicats poursuivie. Il est aussi beaucoup question du projet de Pierre Lebrun, ex-leader cégétiste qui consisterait à exonérer d'impôts une tranche de salaire que les travailleurs investiraient dans leur propre entreprise ou dans une banque d'investissement à la gestion de laquelle, les syndicats seraient appelés à participer. Qu'il soit question de Vallon; de Lebrun, ou même des idées de François Bloch-Lainé contenues dans le livre intitulé : "La Réforme de l'Entreprise", tout cela recouvre tout simplement une certaine association des salariés dans l'entreprise connue sous le nom de Capital-Travail, redite de la Charte du Travail de Pétain et du fameux programme social contenu dans "Rerum Novarum" de Léon XIII que Paul VI est en train de revoir. Il est maintenant sûr que cette "réforme du capitalisme" ainsi que Capitant l'a nommée, pendant la campagne, fera l'objet d'un référendum dans les délais les plus brefs. Le Général est en effet persuadé qu'il pourra reconquérir ainsi son électorat de gauche, et peut-être ainsi, interpréter un succès à ce référendum comme un nouveau plébiscite pour sa personne : ce qui lui donnerait les mains libres pour dissoudre l'Assemblée si la nécessité s'en faisait sentir.

.../...

Les militants révolutionnaires ne doivent pas se cacher que la question est fort sérieuse et beaucoup plus importante que la récente foire électorale. Que nous propose-t-on ? Un aménagement du régime d'exploitation dans le sens d'une certaine participation des exploités à la gestion. Ce serait la réalisation du grand rêve des bourgeois intelligents qui pensent ainsi supprimer la lutte de classe. Nous savons que ce rêve est stupide et ceux des 60% de salariés qui ressentent lourdement la condition ouvrière et la réalité de cette lutte de classe, particulièrement dans les conflits sociaux actuels, ne se laisseront pas convaincre facilement du bien fondé de cette alliance du loup et de l'agneau. Les travailleurs savent bien que les réformes les plus anodines ont toujours été arrachées par la force et que ces mêmes réformes ont été ensuite "récupérées" par le régime pour rendre l'exploitation aussi réelle sous des formes plus insidieuses. L'expérience des comités d'entreprise est là pour les rendre méfiants : car si nous prenons à la lettre le fondement de la loi qui fût votée à la libération, et qui n'était qu'une amélioration de la réforme de Pétain, il s'agissait déjà d'un droit de regard des travailleurs sur la gestion. Ce fût toujours une duperie et les délégués ouvriers ont toujours été roulés quand il n'avaient pas pour principale activité, l'organisation des arbres de Noël ou les distributions de bleus de travail ou de pommes de terre. Il en fût de même des nationalisations de 1945, qui ne changèrent pas un iota de la condition ouvrière des travailleurs de chez Renault par exemple.

Il reste que ce référendum aura le mérite de poser des problèmes de la vie de tous les jours et que les travailleurs les plus conscients aspirent à la gestion, tandis que les moins conscients seront sensibles à une participation aux bénéfices de l'entreprise même sour la forme de portion congrue.

Il faut donc se demander ce que la Gauche qui représente à tort les aspirations ouvrières, pourra opposer aux arguments gaullistes au cours de la prochaine campagne. Elle pourra -et n'y manquera pas- expliquer que tout cela est duperie. Mais ne veut-

.../...

elle pas, elle aussi, aménager le régime capitaliste ? Les comités d'entreprise ne sont-ils pas son oeuvre ? de même que les nationalisations de la libération ? Il y a unanimité sur la valeur du seul réformisme aussi bien à droite qu'à gauche, et personne n'a encore parlé du bouleversement ou de la liquidation des structures du régime d'exploitation et c'est si vrai, que ni Mitterand et ses amis, ni le P.C. n'ont fait la moindre allusion au Socialisme au cours de leurs campagne électorales. Quant au P.S.U., son mot d'ordre socialiste, n'a pas été évoqué par celui dont il fit la vedette de toute la campagne : Mendès-France.

Objectivement, on pourrait dire que la proposition du P.C. de nationaliser les grandes banques et les entreprises d'intérêt national, pourrait constituer l'amorce d'une liquidation de la propriété privée des moyens de production. Les efforts du P.C. pour l'élaboration d'un programme commun à toute la gauche, pourraient aboutir au maintien de ce mot d'ordre dans un programme de gouvernement. Il y a même une allusion timide à une participation des travailleurs à la gestion sous forme d'une co-gestion des ouvriers et de l'Etat. Mais comment peut-on croire à un tel bouleversement opéré simplement à partir d'un vote du Parlement ou d'une décision gouvernementale sans qu'il y ait résistance du régime d'exploitation ? N'aboutirions-nous pas, même dans les conditions les plus favorables, à la duperie des nationalisations de 1945 ? Si nous admettons que le grand problème qui se pose aux travailleurs est le changement de leur condition, les mots d'ordre gaullistes ne paraîtront-ils pas plus réalistes ?

C'est ici que nous voyons bien qu'aucune revendication touchant les structures ne pourront être menées à leur terme sans un mouvement d'action directe des masses.

La recrudescence des luttes sociales actuelles pourraient créer les conditions de ce mouvement. Mais la Gauche le veut-elle ?

Du P.C. au plus droitier de la Fédération, l'objectif le plus important paraît être avant tout la restauration de la démo-

.../...

cratie bourgeoise et les déclarations de Mitterand citées plus haut montrent que l'on ira pas très loin en ce domaine.

De toute façon, même ceux qui revendiquent le Socialisme en arrière plan, n'envisagent pas son avènement autrement que "par la voie parlementaire", ainsi que l'a dit le fameur rapport Kroutchev. Et nous n'en sommes même pas là ! Nous n'en serons pas là non plus même si la Gauche gagnait les prochaines élections.

De fait, la principale revendication sérieuse, autant du P.C. que de la Fédération, est l'exercice du pouvoir au sein de la démocratie bourgeoise. Il existe déjà un contre- gouvernement et il faudra prévoir dans les mois qui vont suivre une participation du P.C. à ce "shadow cabinet". Cela est logique, et les déclarations de Waldeck Rochet sont sans équivoque sur ce point. On a pu se demander pendant la campagne électorale, qui était dupé, de la Fédération ou du P.C. Pourquoi ne pas convenir que si ce regroupement réformiste existe et ira encore en s'accentuant, c'est tout simplement parce que les divergences idéologiques sont de plus en plus minces ? Il y aura bientôt discipline commune au sein du groupe parlementaire de la Fédération, les députés P.S.U. sont en train de rejoindre ce groupe, et la pression du P.C. pour le programme commun, fera que ce regroupement sera bientôt total.

Comment dès lors, ouvrir des perspectives d'action aux mouvements de masse qui se dessinent dans de telles conditions ? Et comment répondre à la mystification "sociale" gaulliste ? C'est ici, selon nous que l'absence d'une véritable organisation révolutionnaire en France se fait cruellement sentir.

En ce sens, nous considérons comme un élément positif, la résistance au courant réformiste qui se fait jour au sein du P.C. et du P.S.U. car l'existence d'une organisation révolutionnaire en France passe par la prise de conscience de ces camarades qui seront de plus en plus nombreux. Cette lente évolution qui existe sous nos yeux passe, selon nous par une nette formulation de la Solidarité

.../...

révolutionnaire pratique dont les Comités Vietnam sont un élément. Mais il faudra donner aux travailleurs une réponse valable à l'Association gaulliste et rechercher ensemble s'il ne peut pas exister une forme de gestion ouvrière socialiste et révolutionnaire.

Pour l'heure, nous voulons définir nettement notre position en répétant ce que nous avons déjà écrit : Notre but n'est pas d'aménager les structures du capitalisme, mais de les détruire. Notre but n'est pas de nous emparer de l'Etat bourgeois, mais de le détruire. C'est en ce sens que nous ne sommes pas de Gauche et que nous devons montrer aux travailleurs que c'est une illusion d'identifier leurs intérêts et leurs aspirations à celles de la Gauche qui ne représente que l'Unité des "appareils" et non celle des masses.

Il nous faut donc discuter avec les autres révolutionnaires, voir comment déborder les appareils, comment résister à l'intégration des syndicats à l'Etat bourgeois, comment être solidaires nationalement et au plan international. La victoire d'un véritable Socialisme en France est à ce prix.

C'est à ce prix que les luttes ouvrières ne seront plus orientées sur la voie de garage mais déboucheront sur une véritable remise en question non seulement du régime politique, mais aussi du régime économique.

****

- Suite et fin de l'article sur le VIET NAM :

Cela exige evidemment que l'industrie française soit compétitive, qu'elle se modernise, rationalise, s'automatise, ce qui ne peut se faire que par la compression de la masse salariale : plan de stabilisation ou Vme plan. Ainsi la politique d'indépendance gaulliste, de "bon sens" sur le Viet Nam, n'est que l'expression même de la lutte sociale en france : la lutte des classes, les travailleurs contre l'offensive du capitalisme français. Donc démystifier la politique extérieure gaulliste, c'est montrer lalutte des classes en france, et fonder l'internationalisme prolétarien sur une base de solidarité révolutionnaire.

****

L'ACTION DES COMITES VIETNAM

Les militants de l'UGAC, aux côtés d'autres révolutionnaires, sont résolument engagés dans toutes les actions de solidarité à la lutte du peuple vietnamien. Mais cette action pose de nombreux problèmes...

Depuis le début de la guerre du Vietnam, la lutte en faveur du Vietnam a surtout été menée dans les milieux populaires de notre pays par le Mouvement de la Paix et le Secours Populaire, qui jusqu'à ces derniers temps étaient les seuls à toucher valablement les éléments ouvriers.

D'une manière générale, le Mouvement de laPaix se contentait du mot d'ordre générale de "Paix au Vietnam", demandant l'application des accords de Genève, condamnant l'agression américaine et recemment demandant l'arrêt des bombardements sur le Nord Vietnam. Outre, quelques rares manifestations, les moyens d'action proposés se réduisaient à la signature de pétitions qui étaient remises aux divers consulats américains. Il fallut attendre l'automne I966 pour qu'il soit question d'une collecte pour la Croix Rouge vietnamienne et "l'appel aux Français"rédigé le jour de la manifestation du IO Décembre à PARIS pour qu'apparaisse, surajouté aux mots d'ordre pacifistes, le mot d'ordre de "Solidarité".
Quant au Secours Populaire, il fut longtemps le seul à proposer une solidarité pratique avec ces collectes destinées à envoyer des ambulances au Nord Vietnam (Il en est dit-il à sa dixième). Mais il faut remarquer que ces collectes furent toujours faites avec des mots d'ordre purement humanitaires mettant particulièrement l'accent sur les victimes d'une guerre meurtrière sans que soit précisé même les responsabilités.

Ajoutons que, de fait, ces deux organisations sont sous le contrôle de l'appareil du P.C., qui n'a jamais cherché à leur donner des structures efficaces. Elles sont constituées par des comités d'initiatives dont les membres sont désignés de la manière la plus capricieuse et soutenues par des gens de bonne volonté à qui on a vendu une carte de "soutien", un peu comme on vend une carte de pêche sans que les membres puissent exercer véritablement de contrôle démocratique.

La plupart du temps, sur instruction de l'appareil du parti, ces comités d'initiatives convoquent les organisations locales et des personnalités pour une action donnée dont on appelle seulement à discuter de l'application pratique, chacun rentrant chez soi, la manifestation étant terminée. Par ce moyen, le Mouvement de la Paix a pû organiser des "assises" spectaculaires avec le concours de militants du P.C. ou de la C.G.T., mobilisée pour la circonstance et de quelques militants surtout "humanistes". Mais le fait qu'il n'existe pas véritablement d'organisation capable de mener une action suivie rend ces actions assez stériles et en tout cas sans lendemains. Pour ce qui concerne le Secours Populaire, jadis organisme de solidarité militante, son action pour le Vietnam est considérée par ses dirigeants comme assez accessoire et souvent mise au second plan au profit d'activités de "charité" en faveur des vieillards ou des enfants deshérités, les grandes catastrophes étant la "tarte à la crème"...

Nous avons dans d'autres textes, expliqué les contradictions dans lesquelles se débat le P.C.F. : l'appareil glissant de plus en plus vers le réformisme et une certaine résistance à ce glissement se faisant jour chez nombre de militants. Il est donc normal que ces mêmes contradictions apparaîssent au sein du Mouvement de la Paix et du Secours Populaire :

- Certains militants "gauchistes" du P.C. reprochent au Mouvement de la Paix son inéfficacité et son absence de contenu précis.
- Les mêmes voudraient voir le Secours Populaire animer de grandes campagnes de solidarité révolutionnaire et ne sont pas très emballés par les "Journées des Vieillards" et autres manifestations du style "bonne soeur".

L'appareil ne manque pas d'expliquer à ces militants qu'ils sont des "sectaires", qu'ils "n'ont rien compris", que si le Mouvement de la Paix a des mots d'ordre vagues c'est pour railler le plus grande nombre de gens qui pourraient être choqués par des actions trop "politiques", que si le Secours Populaire joue les "armées du salut", c'est pour lui donner une large audience qui lui donnera plus tard une éfficacité politique qu'il n'avait pas jusqu'alors.

Tout ce verbiage était accepté bien qu'avec réticences jusqu'au jour où apparût le "Mouvement du Milliard". Ce mouvement de solidarité au Vietnam n'a pas eu jusqu'à ce jour de grandes options révolutionnaires. Son but, très limité se borne - toujours officiellement du moins- à recolter un milliard d'anciens francs pour la Croix Rouge Vietnamienne (Nord et Vietcong). Le milliard étant récolté, il doit disparaître. Mais son succés est évident et dépasse de loin toutes les collectes du Secours Populaire et celles que le Mouvement de la Paix a hâtivement mise sur pied de peur d'être dépassé. Mieux, on voit maintenant, sous l'égide du "Milliard" apparaître des mots d'ordre politiques.

Si l'appareil du P.C. était capable de faire son autocritique, il constaterait que le succés du Milliard provient sans nul doute au départ d'une désaffection d'un large publique pour les campagnes stériles du Mouvement de la Paix, certains"humanistes" répugnant d'agir sous la Houlette du P.C. Mais le Milliard a montré qu'il est aussi possible de regrouper une large audience avec des mots d'ordre de solidarité précise, de regrouper précisément ceux que le Mouvement de la Paix voudrait regrouper...

Le ralliement de la Ligue des Droits de l'Homme et de la Ligue de l'Enseignement au "Milliard" le prouve. Face à cette situation, l'appareil du P.C. a réagi d'une manière désordonnée. Soutenant officiellement l'initiative en souhaitant qu'elle se cantonne aux milieux intellectuels et à condition qu'elle se limite à ses strictes objectifs du départ et procédant cependant çà et là à des exclusions de militants trop zélés à son endroit; accusant tantôt le "Milliard" d'avoir des mots d'ordre trop vagues, tantôt d'être"gauchistes". Ajoutons que l'appareil du P.C. répugne toujours à accepter l'existence d'une action dont il n'est pas le promoteur.

La situation embarassante dans laquelle se trouve le camarade Waldeck est accentuée par la nécessité dans laquelle ilse trouve d'honorer ses engagements vis à vis de la gauche réformiste de Mitterand qui - surtout en ce qui concerne les SFIO et les radicaux - se refuse à voir dans les américains "les seuls agresseurs" et est pourtant "sincérement" - à ce que l'on nous explique - partisanne de la paix au Vietnam. La grande union sacrée de la Gauche oblige donc logiquement l'appareil à mettre en veilleuse des mots d'ordre trop voyants de solidarité. Cette attitude risque par contre de donner des arguments aux pro-chinois qui prêche avec beaucoup de violence verbale un soutien inconditionnel au Vietnam et Waldeck s'éxagère l'importance.

C'est sur cette"toile de fond" qu'il était absolument nécessaire de décrire que se place l'action du Comité Vietnam National né d'un appel de Laurent SCHWARTZ, Alfred KASTLER, BARTOLI, SARTRE, et VIDAL-NAQUET, appel dont il faut rappeler l'essentiel :

> " Nous réunir pou proclamer notre admiration ou notre solidarité avec les combattants du Nord Vietnam et du F.N.L. n'est plus suffisant. Tous ceux qui dans ce pays soutiennent leur lutte doivent s'engager sans réserves pour que le peuple vietnamien gagne enfin la pa ix et l'indépendance. C'est pourquoi nous appelons à la constitution d'un Comité VIETNAM NATIONAL. Partout doivent naître des comités de base dont le Comité National sera la réunion et dès aujourd'hui, nous demandons aux groupes exist d'y adhérer... Aujourd'hui, la dispersion nuit à l'efficacité et devant la gravité des événements,nous nous sentons le devoir, dans la lutte aux côtés du peuple vietnamien d'appeler immédiatement à l'unité."

Depuis cet appel, les actons se sont multipliées. Des meetings se sont tenus dans Paris et nombre de villes de France. Des comités de base nombreux se sont créés. L'action pour la solidarité avec <u>contenu politique</u> existe maintenant et regroupe déjà un large éventail de militants.

Des assises nationales se tiennent au milieu d'Avril. UNE réunion préparatoire à ces assises s'est tenu le I9 Mars dernier au,lendemain d'une action de propagande organisée à la demande des Vietnamiens pour commémorer la première manifestation à Saïgon contre le soutien de l'Impérialisme américain au colonialisme français. Un journal tiré à I00.000 exemplaires a été distribué.

Le rapport politique qui a été discuté lors de la réunion du I9 Mars a fait la démonstration qu'une position politique précise, a nti-impérialiste de soutien à la révolution vietnamienne pouvait recueillir l'adhésion de larges couches de l'opinion. Outre les membres de nombre de révolutionnaires réunis pour la première fois,

des militants du P.S.U. étaient présents, et la séance du matin était présidée par Vidal-Naquet membre du Comité Central de ligue des Droits de l'Homme.

Dès maintenant les mots d'ordre sans perspectives du Mouvement de la Paix étaient dépassés et la participation de militants du "Milliard" aux comités a montrés combien l'élaboration de mots d'ordre précis correspond à un besoin.

Tout cela est très positif et l'UGAC participe pleinement à cette action.

Mais il faut déplorer que les participants à cette première assemblée ont été essentiellement de jeunes étudiants et que le Comité National n'ait pas encore débordé valablement sur les masses ouvrières ; ce qui correspondrait - ainsi que SCHWARTZ devait le rappeler - aux voeux de l'appareil du P.C. - Ce fait contribue à ce que les diverses interventions montrent, surtout chez les jeunes qui étaient la majorité, un verbalisme ultra-révolutionnaire qui risque de bloquer sinon de faire éclater un grand nombre de comités de base où participe des membres du P.C. Il est certain que certains groupes participants cherchent par là à faire valoir leurs prpre politiques. Si nous nous plaçons du strict point de vue de l'UGAC et de ses positions propres, sans poser de perspectives politique il est certain que nous n'avons pas de divergences avec les positions de ces camarades. Mais il faut vraiment savoir ce que l'on veut.

Si l'on désire laisser aux organisations "charitables" et aux actions "fumeuses" du Mouvement de la Paix, le monopole de l'action pour le vietnam auprès des masses, il faut le dire. Nous formerons alors de petits groupe révolutionnaires minoritaires et "intellectuels" dont les positions seront justes mais sans portée.

Comment donc résoudre ce problème, c'est à dire comment concilier des mots d'ordre de solidarité révolutionnaire clairs avec la nécessité de gagner une large audience ?

Il y a à notre avis, à considérer la croissance de chaque comité en fonction des éléments qui le composent et en fonction des situations locales. Le Mouvement du "Milliard" par la précision de son objectif a gagné nombre de gens qui participent à son action pour des objectifs purement humanitaires. Il y a nécessité de donner maintenant un contenu politique à la solidarité et c'est le rôle du Comité Vietnam National. Mais il faut non pas rebuter cette large couche humaniste par nos mots d'ordre, mais les entraîner à une prise de conscience et à rechercher un contenu politique. C'est une question de croissance de chaque comité. En pratique : si le Comité doit prendre des positions claires, ceux qui y participent pour d'autres raisons que les nôtres doivent néammoins s'y sentir à l'aise. Ce n'est pas chose facile !

L'appel de SCHWARTZ, KASTLER etc... étaient un appel à l'UNITE. A qui s'adressait-il ? Atous ceux qui oeuvrent déjà pour la Solidarité au Vietnam, compte tenu de la gravité de la situation. C'est à dire aussi aux pro-chinois du "Comité d'Initiative du 21 Février"; c'est à dire aussi a ux militants du Mouvement de la Paix et du Secours Populaire.

Actuellement, les pro-chinois ont leurspropres comités dont beaucoup n'ont pas ralié le Comité National.

Quant au P.C.F., il veut absolument que le Mouvement de la Paix reprenne le contrôle de l'action et que la propagande du Comité Natinal ne déborde pas sur la classe ouvrière qui doit continuer à croire à l'illusionnisme de la Gauche . Dans l'immédiat , il prépare les assises du Mouvement de la Paix de Mai qui doivent reprendre la situation en main.

L'invitation faite à KASTLER et SCHWARTZ de participer à l'organisation de ces assises ne vise qu'à neutraliser le Comité National. Momentanément, les "Comités de Paix" animés par le P.C. feront quelques surenchères verbales pour regagner l'influence perdue. Et nous allons assister à une lutte d'influence et à des manoeuvres de division qui nuiront à l'efficacité de la vraie solidarité et qui, si elles réussissaient dégouteraient les gens de bonne volonté qui nous ont rejoint. C'est bien ce que l'"on" veut.

Face à cette situation, les Comités Vietnam doivent se montrer résolument unitaires et montrer que seule la cause du Vietnam qui est aussi la nôtre , importe.

C'est en ce sens que des membres du Comité Vietnam National et spécialement des militants révolutionnaires, y compris de l'UGAC, ont accepté de lancer l'appel pour les "Etats Généraux pour la Paix au Vietnam".

Encore là, c'est le débordement des "appareils" qui est la véritable solution. Notre participation aux "Etat Généraux mettra Waldeck-Rochet au pied du mur et c'est devant tous les militants qu'il devra dire clairement s'il est pour l'unité des actions de solidarité ou non, s'il est pour le soutien au peuple vietnamien ou non.

Aussi, plus que par un vain verbalisme, c'estpar des propositions d'actions révolutionnaires claires et surtout conscientes réalisables et non aventuristes que le Comité Vietnam National s'imposera et avec lui un large soutien de notre peuple à la lutte du peuple vietnamien.

Et pour demain, une plus grande prise de conscience de la solidarité révolutionnaire au sein de la classe ouvrière, qui ne doit pas concerner le seul Vietnam, mais tous les peuple en lutte pour leur libération, pour notre libération.

*
* * * *

Il est clair qu'une activité dans les comités Viet Nam nécessite une réflexion politique et un travail de discussion et d'orientation entre les groupes de l'Union. Nous citons ici, un texte de synthèse établit lors de notre dernière Assemblée Générale en janvier 1967.

Nous extrayons deux parties : celles sur le problème de SOLIDARITE, et celle sur l' IMPERIALISME.

- LA QUESTION DE SOLIDARITE :

Pour mener à bien cette solidarité, il nous parrait nécessaire de faire la plus grande place possible aux informations venant directement des militants Vietnamiens eux-mêmes, et de tenter chaque fois qu'il se peut , d'engager avec ces derniers une véritable confrontation.

La révolution vietnamienne est pour nous une expérience actuelle capable d'apporter sa part d'enseignements théoriques et pratiques.

Tout d''abord " LE VIET NAM SOCIALISTE , Une économie de transition. " (selon le titre de l'ouvrage de LE CHAU, paru chez Maspéro) ou la construction du socialisme selon la doctrine Marxiste-Léniniste avec des particularités importantes que sont celles d'un petit pays qui veut lutter pour son option "socialiste" , donc pour son indépendance, qui est en guerre contre l'impérialisme, comme contre la pression trop exclusive de certains membres du " Camp socialiste". Prenons l'exemple de la socialisation de l'agriculture (selon Lê Châu), la collectivisation est

"inculquée"par le parti, dirigée et controlée par des organes mis en place par celui-ci. Le parti a donc créé des catégorisations pour modeler les structures de l' agriculture vietnamienne. Il y a donc les "équipes d'entraide" : les paysans se grouppant pour faire successivement les gros travaux. Plus évoluées sont les " coopératives semi-socialisées" le travail etant collectif, mais la possession reste encore entre les mains des paysans. Enfin , la troisième catégorie est la collectivisation avec travail et propriété collectives. Cette séparation factice et rigide exige donc un contrôle incessant de la part du Parti, et en fait ne laisse aucune vie créative aux paysans, qui ne peuvent réellement prendre en main la production. Nous devons donc aborder ce problème pour le Nord Viet Nam, si possible avec les Vietnamiens ; pour connaître la finalité de cette économie de transition : socialisme inculqué aux masses laborieuses ou bien les masses créant le socialisme.

Pour le Sud Viet Nam, la situation est bien différente puisqu'il n'en est qu'à la période de lutte nationale de libération menée par le FNL. Le Front avec des forces bourgeoises et réformistes s'averre nécessaire même si dangereuse l'exemple du N.V.N. montre bien que les révolutionnaires du Front en sont conscients. Il est donc ridicule de se demander si actuellement le FNL fait ou ne fait pas la révolution. Son programme est assez clair pour pouvoir dire qu'il la prépare activement. Pour le S.V.N. il faut montrer comment les formes même de lutte : c'est-à-dire les guérillas avec systèmes d'autodéfense villageoise, troupes régionales plus ou moins régulièreset enfin les troupes régulières menant les offensives ; sont celles d'une GUERRE DE PAYSANS, d'un peuple en armes et qu'elles peuvent receller des formes libertaires, spontanées et même autogestionnaires dans certaines parties du territoire libéré. (voir Etudes Vietnamiennes n° 8 sur les zones libérées.)

- INTERNATIONALE DU CAPITAL et INTERNATIONALE PROLETARIENNE :

Face à une action et une pensée humanitariste, qui fait appel aux bons sentiments pour conjurer un mal diabolique qui sévirait dans une partie donnée du monde , et qui de ce fait ferait de la situation au Viet nam un cas unique et particulier , nous entendons montrer que cette situation n'est que la manifestation d'une réalité universelle : le capitalisme et sa forme agressive l'impériame. L'impérialisme lutte là pour montrer à tous les peuples et à tous les révolutionnaires que toute lutte de libération est impossible. Pourtant Les camarades de la FIJL entrprennent l'action "DURUTTI"pour affirmer ce qu'est un acte de solidarité pratique : enlever le Commandant en chef des forces américaines ; partout l'impérialisme américain guette et oppresse.

Ce serait pourtant une erreur historique de croire que l'ennemi qui est dans les frontières n'est que soldats et intérêts américains situés sur le territoire. Bien au contraire il faut affirmer que l'enneni est encore et toujours l'internationale du capital dont la banque d'Indochine est un de nos plus puissants représentants.

Pendant ce temps les pays de l(Est, en particulier l'URSS, pratiquent la coexistence pacifique et laissent le champ libre aux USA ; tandis que la Chine elle, pratique la surenchère. L'aide du "Camp socialiste" est importante, mais bien en-deça de ce qu'on aurait pu penser.

Enfin il faudrait également dénoncer la démagogie de la politique gaullistereprésnetative de certains intérêts capitalistes français au Viet Nam; et surtout de de la recherche des débouchés des pays de l'Est, marchés à conquérir, mais dont la conquête exige une soi-disante neutralité, une soi-disante indépendance vis à vis des USA. Cecin'est en fait, qu'une nécessité pour le capitalisme français pour développer son commerce extérieur. (Suite page 10)

A L G E R I E

REMETTRE LA REVOLUTION SUR SES RAILS

L'UGAC a toujours porté au peuple algérien, l'aide et le soutien qu'il méritait. Dès le début de la guerre d'Algérie, nous fûmes aux côtés de nos frères algériens, dans leur lutte contre le colonialisme et le capitalisme, lutte qui était aussi la nôtre, ce que la "gauche" n'a jamais voulu comprendre.

La contre-révolution de la clique militaire de Boumédiène a porté un rude coup à la révolution socialiste en Algérie.

Notre solidarité n'a pas manqué de s'affirmer à nouveau vis-à vis de l'opposition révolutionnaire représentée par l'ORP (Organisation de la Résistance Populaire).

Nous constatons, hélas, depuis quelques temps, un certain "flottement" au sein de la direction de l'ORP, "flottement" qui s'est exprimé à propos des élections communales en Algérie.

L'ORP n'a pas su donner aux masses la seule directive qui s'imposait : le boycott des élections, élections qui ne constituaient pour Boumédiène qu'un semblant de légitimation électorale d'un régime et d'un système illégitimes par leur origine et par leur nature.

Nous en sommes que plus à l'aise pour citer une initiative, qui, bien que clandestine -on comprendra facilement pourquoi- est de la plus haute importance pour créer enfin une opposition nette à la dictature.

Nous voulons parler de la parution d'un bulletin "courrier d'Algérie" qui en est, à notre connaissance, à son 4ème numéro.

Nos camarades algériens se présentent ainsi :

"Ce bulletin n'est pas l'organe d'un parti, d'une opposition, il répond à une volonté de réflexion et de clarification politique, qui doit mener à l'unité dans l'action des REVOLUTIONNAIRES".

Ses rédacteurs, ses correspondants, dans toutes les oppositions, et ailleurs, ne briguent pas le pouvoir pour eux.

Ils ne briguent pas la succession de Boumédiène, mais la restauration de la légitimité populaire..... Ce faisant, ils pensent répondre aux aspirations du principal opposant en Algérie : le PEUPLE ALGERIEN."

Voilà qui est clair et constructif. Loin de recréer un groupuscule oppositionnel, ces camarades ont réussi à dépasser les contraintes organiques pour prôner "L'ACTION PERMANENTE ET REVOLUTIONNAIRE".

Nous espérons vivement que ces efforts aboutirons à un regroupement des oppositions sur des bases réellement révolutionnaires et socialistes.